

Burundi : la délégation de l'UA rencontre Nkurunziza, l'opposition dubitative

@rib News, 26/02/2016 à € Source AFP Les chefs d'Etat africains en visite au Burundi se sont longuement entretenus vendredi avec le président Pierre Nkurunziza, après avoir rencontré la veille des représentants de l'opposition qui ont insisté sur la nécessité d'organiser, à l'étranger, un dialogue incluant toutes les parties pour sortir de la crise. Déplacé par l'Union africaine (UA), la délégation emmenée par le président sud-africain Jacob Zuma et composée des présidents mauritanien, sénégalais, gabonais (qui a quitté Bujumbura jeudi soir) et du Premier ministre éthiopien, tente depuis jeudi de débloquer la crise politique dans laquelle est plongé le Burundi depuis 10 mois.

Vendredi, ils ont rencontré le président Nkurunziza pendant plus de quatre heures à la présidence. A l'issue de cette réunion, le président Zuma a indiqué que les "résultats atteints" seraient divulgués samedi par l'Union africaine. "C'est une bonne réunion entre frères; les résultats sont satisfaisants", a simplement déclaré le responsable de la communication du président burundais, Willy Nyamitwe. Les chefs d'Etat de l'UA ont ensuite pris la direction de l'aéroport pour rentrer dans leurs pays respectifs. Jeudi, ils s'étaient entretenus avec des responsables de partis politiques de l'opposition, les rares à ne pas être partis en exil. "Nous sommes déçus car en écoutant le président Zuma, nous avons eu l'impression que ces chefs d'Etat sont venus conforter Nkurunziza dans son troisième mandat", a déclaré l'un d'eux, Charles Nditije, président de l'aile d'opposition du parti Uprona. Le président Zuma a invoqué "le respect des décisions du Conseil constitutionnel dans un état de droit" qui avait entériné le troisième mandat, "puis il a également évoqué la nécessité d'un dialogue inclusif à l'extérieur du pays, sans toutefois envisager de pressions sur le pouvoir", a rapporté M. Nditije. Le président du parti d'opposition Frodebu s'est de son côté montré moins négatif, estimant que les leaders africains avaient compris la gravité de la crise. "Je suis plutôt satisfait car de toutes façons, je n'attendais pas de ces chefs d'Etat qu'ils viennent ici pour chasser du pouvoir" le président Nkurunziza, a réagi l'once Ngendakumana. - 'Dialogue avec les putschistes' - "L'important pour moi, c'est qu'ils ont compris que la crise burundaise est très profonde et qu'ils soutiennent le principe d'un dialogue sous médiation internationale et à l'extérieur du pays le plus inclusif possible, avec notamment ceux que le pouvoir appelle les putschistes", a-t-il expliqué. Avant de rencontrer M. Nkurunziza vendredi, la délégation de l'UA a longuement discuté avec l'ancien président du Burundi Domitien Ndayizeye (2003-2005). Le Burundi est plongé depuis 10 mois dans une crise politique profonde, née de la volonté du président Pierre Nkurunziza de se maintenir au pouvoir pour un troisième mandat, qu'il a obtenu en juillet. Les précédentes tentatives de pourparlers, sous l'égide de l'Ouganda, avaient échoué. Le gouvernement burundais refuse jusqu'à présent de discuter avec une partie de son opposition impliquée, selon lui, dans une tentative de coup d'Etat en mai 2015 et dans les violences actuelles. La très grande majorité des représentants de l'opposition et de la société civile, qui avaient été en pointe dans la contestation contre le troisième mandat du président Nkurunziza, est actuellement en exil. En se représentant pour un troisième mandat, le président Nkurunziza a violé la constitution ainsi que l'accord d'Arusha qui mit fin à la guerre civile entre 1993 et 2006 (300.000 morts), selon l'opposition, la société civile et une partie de son camp. Les violences, désormais armées, ont déjà fait plus de 400 morts et poussé plus de 240.000 personnes à quitter le pays. Des organisations de défense des droits de l'Homme ont dénoncé l'existence de fosses communes, de nombreux cas d'exécutions sommaires et d'assassinats ciblés. Depuis début février, le pays et notamment la capitale sont le théâtre d'attaques à la grenade quasi-quotidiennes et non revendiquées. Vendredi midi, une nouvelle explosion dans un quartier du centre de Bujumbura a fait six blessés, dont un grièvement. L'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch a publié jeudi un rapport dénonçant la répression toujours en cours, mais "à l'abri des regards", exercée par le pouvoir contre les personnes perçues comme appartenant à l'opposition. Le rapport, litane d'exécutions sommaires, de cas de torture et de disparitions forcées, dénonce également les violences accrues commises par des groupes de l'opposition radicale et appelle au déploiement d'une force de police internationale.